

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

4^e trimestre 2025

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

4^e trimestre 2025

- En Île-de-France, au 4^e trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,9 % en catégories A, B, C (autant hors nouveaux publics)
- Le taux de chômage augmente de 0,2 point au 3^e trimestre 2025, à 7,6 % de la population active
- L'emploi salarié est quasi stable au 3^e trimestre 2025 (+0,1 %)
- Le nombre de procédures de PSE et RCC augmente entre le 3^e trimestre 2025 et le 4^e trimestre 2025

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail depuis janvier 2025.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- Une publication trimestrielle conjointe avec France Travail, la Dares et la Drieets est également disponible chaque fin de mois suivant la fin d'un trimestre (janvier, mai, juillet, octobre) sur le [site de la Drieets](#)
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.
- Depuis mars 2025, un incident affecte les statistiques des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) produites par l'Urssaf. Aucune donnée ne sera diffusée au moins jusque fin 2026.
- Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les **règles d'actualisation** et **l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions** (consulter le [chiffrage national](#)) :
 - Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur les effectifs d'inscrits à France Travail en catégorie A, et en contrepartie un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C
 - Depuis juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail en juin 2025.

La prochaine publication sera disponible en mai 2026 et portera sur le premier trimestre 2026. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 17 : L'emploi salarié

Page 18 : L'emploi salarié par secteur

Page 19 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 20 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 21 : Les demandes d'activité partielle

Page 22 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 072 110 en moyenne au *quatrième trimestre 2025*. Parmi eux, 678 680 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,9 % sur le trimestre et de 6,5 % sur un an (hors nouveaux publics, ces évolutions sont respectivement de +1,9 % et de +6,1 %). Toutes les catégories d'âge voient leur demande d'emploi augmenter, mais cette hausse est bien plus forte pour les moins de 25 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 3,2 % au *quatrième trimestre 2025* et de 10,0 % sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux de la gestion, administration des entreprises et deux du commerce.

Le taux de chômage au sens du BIT augmente au *troisième trimestre 2025*, s'établissant à 7,6 % de la population active, taux supérieur à celui de la France métropolitaine pour la première fois depuis 20 ans.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail augmente au *quatrième trimestre 2025* (+1,6 % après -11,0 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 19 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *quatrième trimestre 2025*. C'est moins qu'au trimestre précédent (20) et qu'au *quatrième trimestre 2024* (35).

Emploi

Au *troisième trimestre 2025*, l'emploi salarié est quasi stable (+0,1 %)

Au *troisième trimestre 2025*, avec de 6 600 salariés de moins, le nombre d'emplois dans le secteur privé diminue de 0,1 % par rapport au *troisième trimestre 2024*.

Le nombre d'intérimaires diminue de 1,7 % au *troisième trimestre 2025*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *quatrième trimestre 2025*, 265 demandes d'activité partielle demandées par près de 248 établissements ont été validées.

Au *quatrième trimestre 2025*, 70 plans de sauvegarde de l'emploi et 19 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Plus de 5 400 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région, nombre en augmentation par rapport au trimestre précédent (3 400).

Les inscrits à France Travail au 4^e trimestre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 4^e trimestre 2025 augmente de 3,6 % en catégorie A et de 1,9 % en catégories A, B, C (respectivement +3,9 % et +1,9 % hors nouveaux publics). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente respectivement de 2,8 % et 1,0 %.

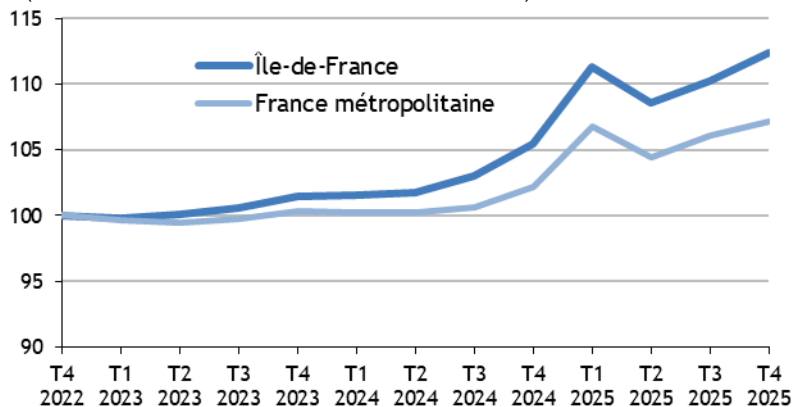
Depuis juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret et hors inscription automatique de nouveaux publics, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé : il augmenterait de 2,7 % en catégorie A et de 0,9 % en catégories A, B, C entre le 3^e et le 4^e trimestre 2025.

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) diminue (-1,0 % après +2,3 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories diminue de 1,3 %. Le nombre d'inscrits à France Travail non tenus de rechercher un emploi diminue de 2,0 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et diminue de 0,7 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 29 985 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute) et 184 154 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute).

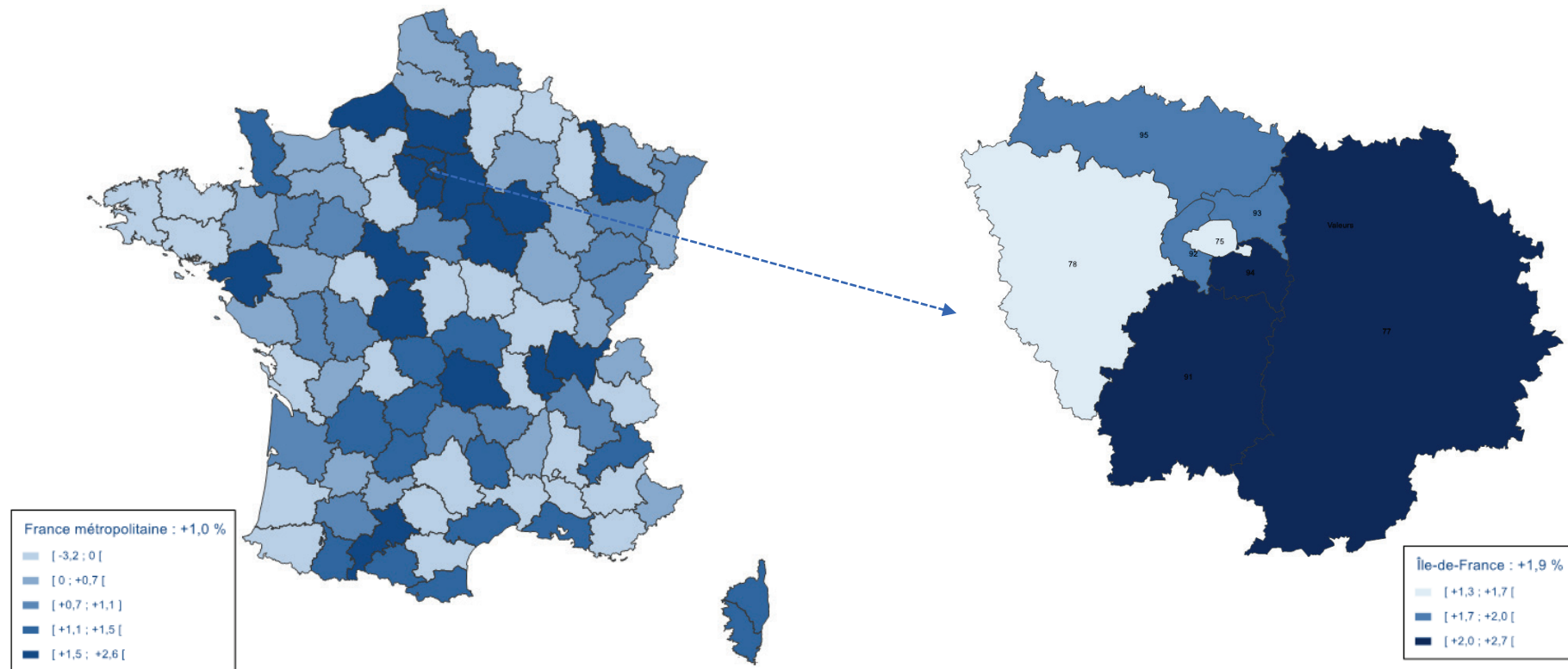
Données CVS-CJO 4e trimestre 2025	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	119 900	3,4	6,3	203 820	1,3	4,6
Seine-et-Marne	72 620	3,4	8,5	117 350	2,1	7,1
Yvelines	68 820	3,3	7,5	109 260	1,6	5,7
Essonne	64 290	5,2	12,7	101 040	2,6	9,7
Hauts-de-Seine	82 100	3,4	8,5	126 720	1,9	5,7
Seine-St-Denis	120 150	3,0	6,7	182 860	1,7	5,5
Val-de-Marne	77 950	4,0	10,3	119 910	2,5	8,3
Val-d'Oise	72 850	4,1	10,9	111 140	1,9	8,0
Île-de-France	678 680	3,6	8,5	1 072 110	1,9	6,5
France métro.	3 132 500	2,8	7,1	5 466 800	1,0	4,9

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trimestre 2022)



Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 3^e trimestre 2025 et le 4^e trimestre 2025
(en %, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

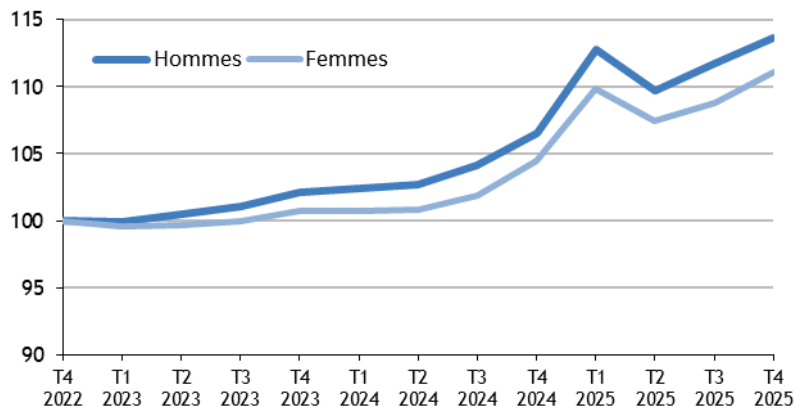
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 4^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

Sur le quatrième trimestre 2025, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 1,6 % pour les hommes et de 2,1 % pour les femmes.

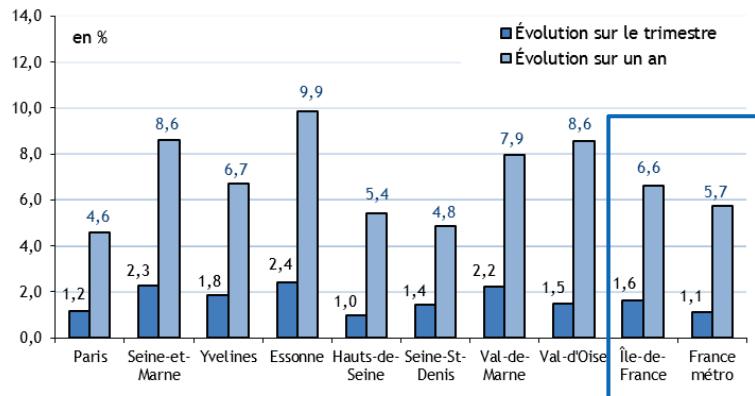
Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 6,4 % tandis qu'elle n'augmente que de 4,1 % en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 6,6 % (0,9 point de plus qu'en France métropolitaine).

Pour les femmes comme pour les hommes, c'est dans l'Essonne que les augmentations annuelles sont les plus importantes.

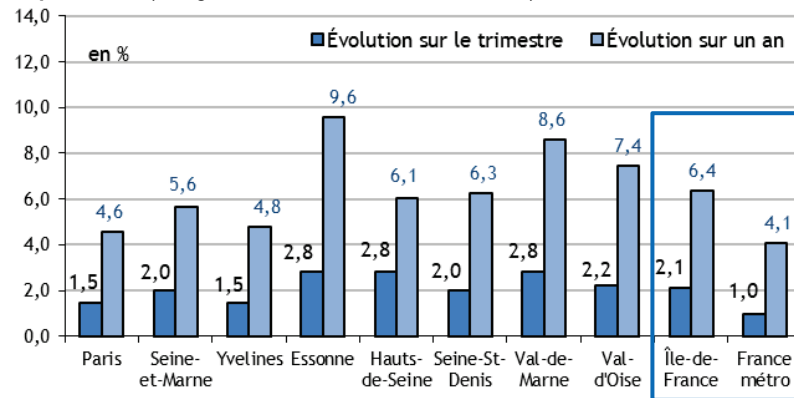
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim 2022)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 4^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

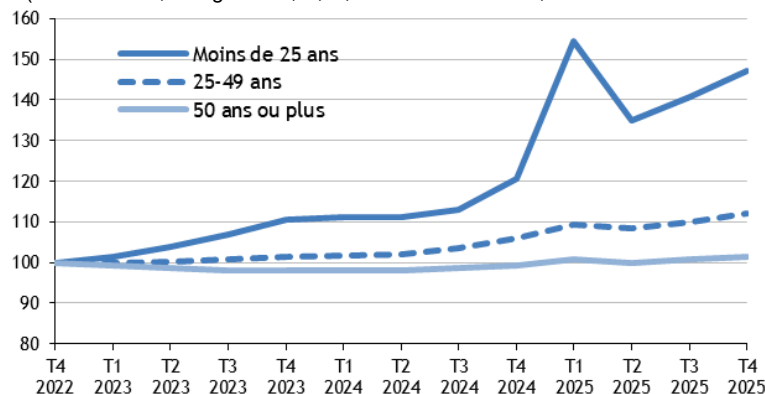
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 4,4 % pour les moins de 25 ans, de 1,9 % pour les 25-49 ans et de 0,5 % pour les 50 ans et plus.

Au quatrième trimestre 2025, les moins de 25 ans représentent 12,6 % des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C (+0,3 point par rapport au trimestre précédent et +1,6 point par rapport au quatrième trimestre 2024).

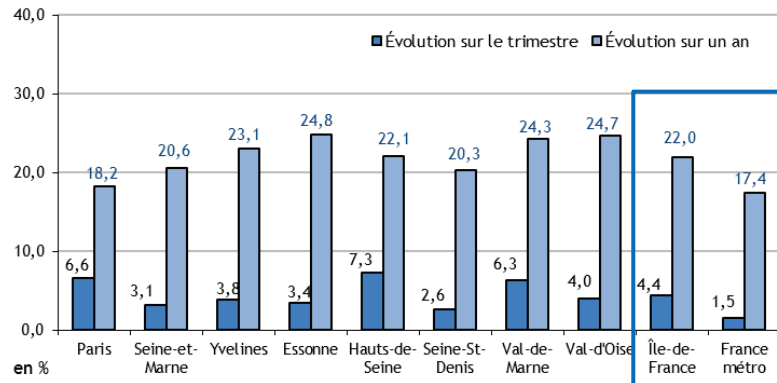
A l'inverse, la part des demandeurs âgés de 50 ans et plus (25,4 %) diminue de 0,4 point par rapport au trimestre précédent et de 1,2 point en un an.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

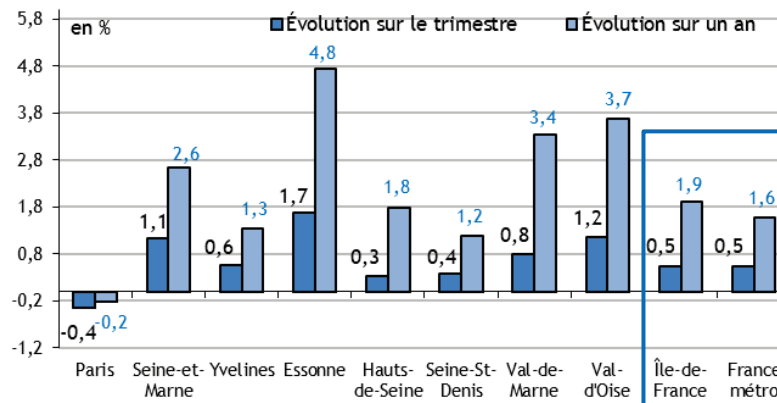
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim 2022)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

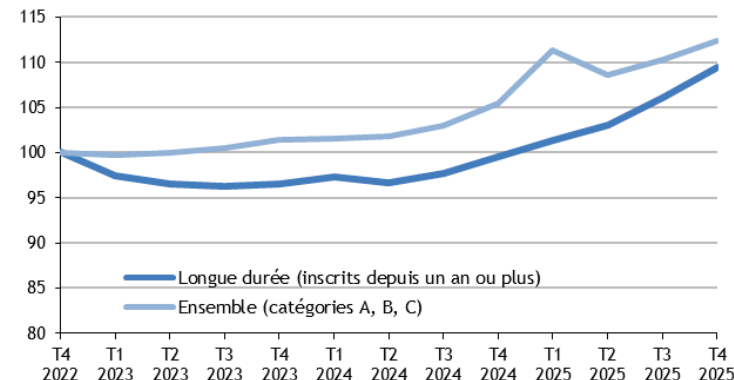
Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 4^e trimestre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente de 3,2 % au quatrième trimestre 2025 (après +2,9 % au trimestre précédent), tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an n'augmente que de 0,8 %. Les demandeurs de longue durée voient ainsi leur part dans l'ensemble des demandeurs franciliens (43,8 %) augmenter de 0,6 point par rapport au trimestre précédent.

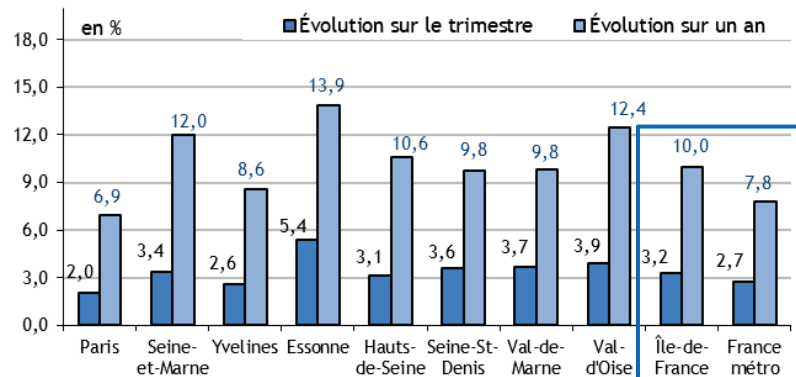
Au deuxième trimestre 2025, 12,4 % des demandeurs d'emploi ont des droits payables au RSA en Île-de-France, soit 0,2 point de plus qu'il y a un an. Sur cette même période, leur nombre augmente de 2,8 % en Ile-de-France, alors qu'il baisse de 2,4 % en France métropolitaine.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim 2022)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)		Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
4e trim. 2025		10,9	13,1	11,9	11,2	10,9	16,6	11,6	11,4	12,4	12,4
4e trim. 2024		11,3	13,4	12,7	10,8	12,0	16,5	12,9	11,9	12,8	13,4

Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché* au 4^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

Au quatrième trimestre 2025, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente dans la plupart des domaines professionnels.

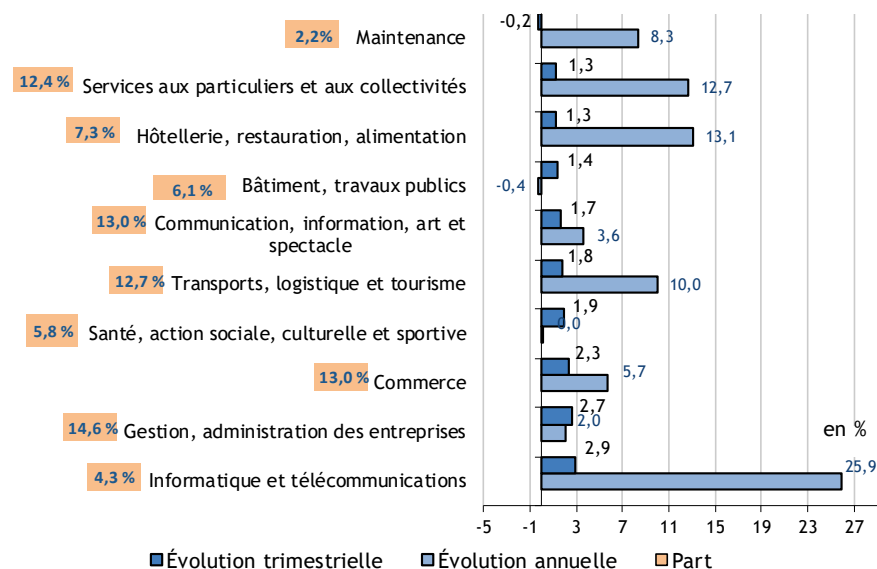
Sur le trimestre, les métiers de l'informatique et télécommunications enregistrent la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+2,9 %), suivis des métiers de la gestion, administration des entreprises (+2,7 %) et de ceux commerce (+2,3 %). Mais, compte tenu de leur poids dans l'ensemble de la demande, sont les métiers de la communication, information, art et spectacle (+1,7 %) et ceux des transports, logistique et tourisme (+1,8 %) contribuent également fortement à la hausse totale, expliquée à deux tiers par ces cinq familles de métiers.

A l'inverse, les métiers du secteur de la maintenance enregistrent une légère diminution de la demande d'emploi (-0,2 %).

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+65 350) sont celles des métiers des services aux particuliers et aux collectivités (+15 040), des transports, logistique et tourisme (+12 415) et de l'informatique et télécommunications(+9 535).

*** Les séries de demandeurs d'emploi par métier recherché ont été affectées par un incident de production. Les données sont donc à interpréter avec précaution et sont susceptibles d'être révisées.**

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



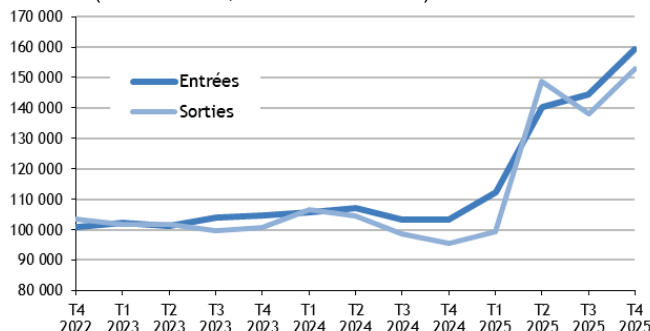
Lecture : au 4^e trimestre 2025, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,3 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 1,3 % sur le trimestre et de 13,1 % sur l'année.

Avertissement: La répartition sectorielle de la demande d'emploi et son évolution doivent être interprétées avec la plus grande précaution du fait d'un accroissement significatif du nombre de modalités « non renseignée ». Le nombre d'informations manquantes est réparti dans les différents secteurs proportionnellement au poids de ces derniers dans l'ensemble.

Les entrées et les sorties de France Travail au 4^e trimestre 2025

Entre le troisième trimestre 2025 et le quatrième trimestre 2025, l'augmentation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une accélération des entrées* (+10,4 % après + 3,0 %) qui n'est pas comblée par l'augmentation des sorties* affectées par une forte baisse au trimestre précédent (+10,9 % après -7,3 %).

Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de France Travail** (Île-de-France, données CVS-CJO)



**Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, les entrées pour « motif indéterminé » sont nettement réhaussées tandis que les entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissées. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables.

Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

Entrées par motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

	Nombre moyen d'entrées au 4e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	15 800	4,7	-12,9
Fin de mission d'intérim	3 170	21,9	-27,0
Démission	3 430	3,0	-17,5
Rupture conventionnelle	7 960	-3,0	-11,3
Licenciement économique	2 190	4,8	-10,2
Autre licenciement	6 940	4,5	-0,6
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	5 790	-16,2	-15,0
Retour d'inactivité ⁽²⁾	14 980	2,1	-10,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	14 240	-6,8	-15,6
Autres motifs ⁽⁴⁾	71 420	33,9	625,1
Motif indéterminé	13 420	-17,3	65,5
Ensemble des entrées en catégories A,B,C	159 330	10,4	54,0

Sorties par motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

	Nombre moyen de sorties au 4e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	13 330	3,3	7,8
Entrée en stage ou en formation	8 850	-6,2	-6,2
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	7 000	7,0	7,0
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	107 390	13,6	121,9
Radiation administrative	510	6,2	-93,7
Autres cas ⁽³⁾	15 970	12,9	48,0
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	153 060	10,9	60,1

[Plus de détails sur la publication des inscrits à France Travail](#)

Le taux de chômage au 3^e trimestre 2025

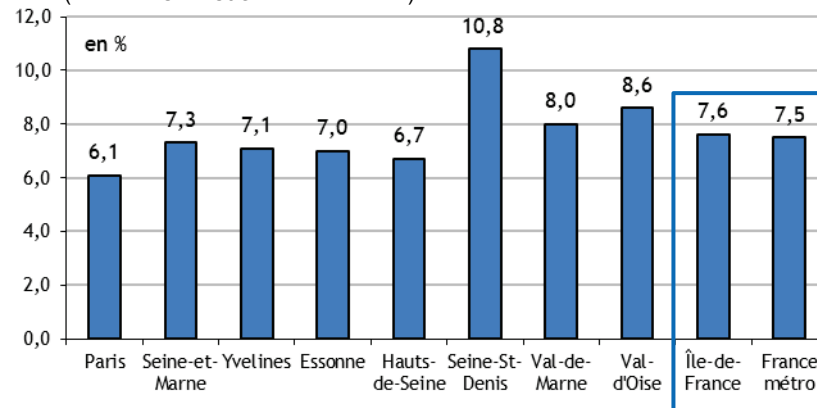
Au troisième trimestre 2025, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente de 0,2 point, à 7,6 % de la population active. En France métropolitaine, le taux de chômage est quasi stable, à 7,5 % de la population active (+0,1 point). Pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2004, celui-ci est moins élevé qu'en région Île-de-France.

Sur le trimestre, le taux de chômage est quasi stable à Paris, dans l'Essonne et les Yvelines (+0,1 point). Il augmente de 0,2 point dans les autres départements franciliens, sauf dans le Val-de-Marne où il augmente de 0,3 point. Sur un an, le taux de chômage augmente entre 0,4 et 0,8 point. Le taux de chômage reste le plus élevé en Seine-Saint-Denis (10,8 %), dans le Val-d'Oise (8,6 %) et dans le Val-de-Marne (8,0 %). Les taux les plus bas se trouvent à Paris (6,1 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,7 %).

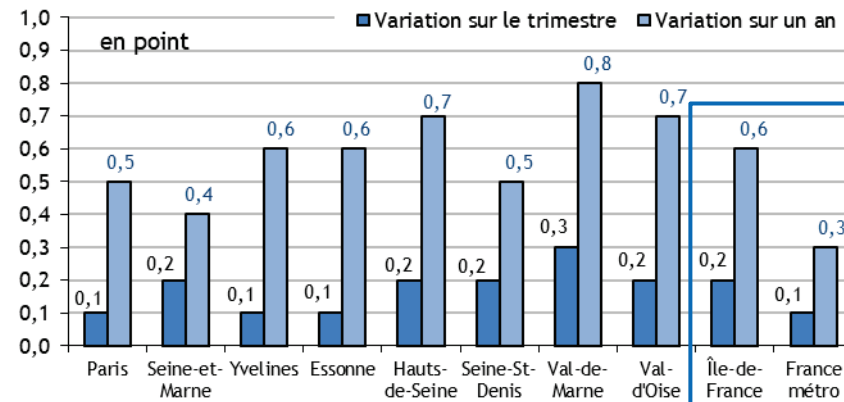
Dans l'ensemble des régions métropolitaines, le taux de chômage est en légère hausse (entre 0,1 et 0,2 point), sauf dans le Grand Est où il est stable.

Taux de chômage localisé au 3^e trimestre 2025

(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 3^e trimestre 2024 et le 3^e trimestre 2025 (données CVS-CJO semi-définitives)



Tensions sur le marché du travail

Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 4^e trimestre 2025

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

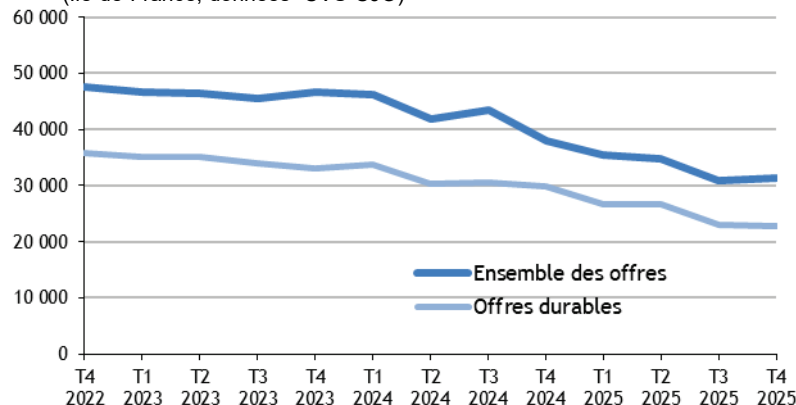
Au quatrième trimestre 2025, 31 430 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 22 690 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi réaugmente après une forte baisse au trimestre précédent (+1,6 % après -11,0 %). Il en est de même pour les offres durables (+1,6 % après -13,2 %).

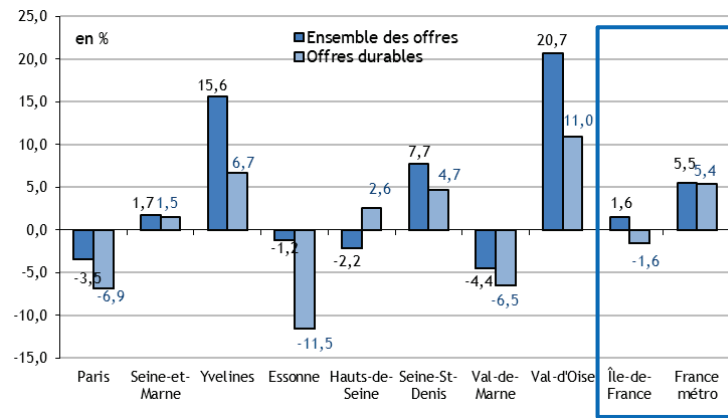
Au sein de la région, les évolutions sont très contrastées. Alors que le nombre d'offres d'emploi sur le trimestre augmente fortement dans le Val-d'Oise (+20,7 %), dans les Yvelines (+15,6 %) et en Seine-Saint-Denis (+7,7 %), son augmentation est plus modérée en Seine-et-Marne (+1,7 %) et il diminue dans les quatre autres départements franciliens (entre -1,2 % et -4,4 %).

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Tensions sur le marché du travail

Les tensions sur le marché du travail francilien au 4^e trimestre 2025

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,19 point en moyenne au quatrième trimestre 2025, soit 19 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

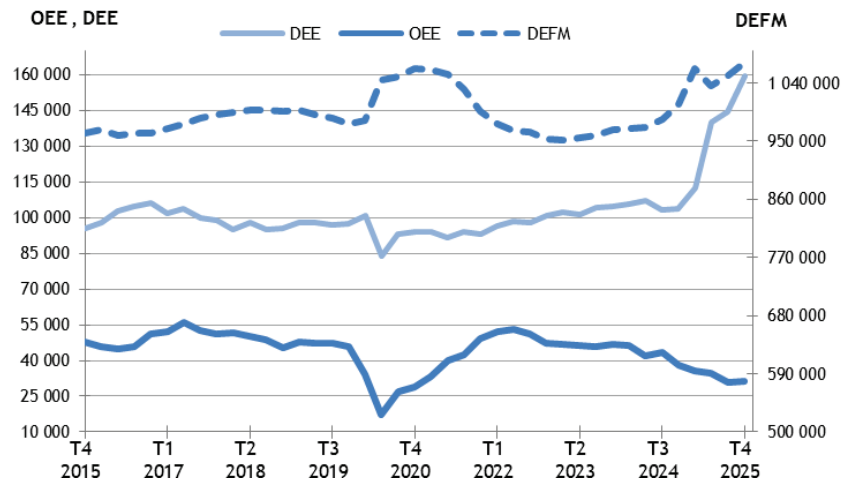
Ce ratio « offres sur demandes » diminue très légèrement par rapport au trimestre précédent (0,20) et par rapport au T4 2024 (0,35). La petite reprise du nombre d'offres collectées (+1,6 %) ne suffit pas à combler l'augmentation du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+10,4 %).

Le taux d'écoulement* augmente de 1,1 points sur le trimestre : 63,8 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au quatrième trimestre 2025. Ce taux dépasse de 9,3 points son niveau du quatrième trimestre 2024 (54,5 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 73,9 %. Il diminue de 5,1 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (70,1 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (64,2 %) et qu'au troisième trimestre 2024 (65,1 %).

Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

**Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 4^e trimestre 2025

Indicateurs de tension au 4e trimestre 2025 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T4 2024 (1)	Taux de tension au T4 2025	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T4 2025(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T4 2025 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T4 2025	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T4 2025 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,64	0,52	96,6	56,5	9 063	10,1	-25,8	53,6
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,66	1,07	82,0	60,4	11 250	21,3	-17,0	65,2
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	0,78	0,59	84,2	53,4	6 427	22,3	-21,7	57,5
Conducteurs de véhicules	0,31	0,24	78,3	55,6	51 226	16,9	-6,6	80,5
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,20	0,19	83,4	54,2	48 425	10,8	-15,1	67,6
Ingénieurs de l'informatique	0,27	0,20	95,8	53,1	28 727	24,3	-28,3	71,9
Personnels d'études et de recherche	0,25	0,22	85,6	59,3	8 402	10,8	-25,8	57,8
Cadres de la banque et des assurances	0,12	0,11	85,8	54,0	4 310	2,6	-27,9	70,1
Vendeurs	0,33	0,22	63,2	65,2	37 611	4,0	-15,0	75,4
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,34	0,25	74,9	63,0	23 278	9,4	-15,8	73,6
Agents de sécurité et de gardiennage	0,47	0,31	81,1	61,8	18 917	2,5	-29,8	83,2
Agents d'entretien	0,22	0,17	58,6	56,7	33 050	18,3	-10,5	77,9
Professionnels des arts et des spectacles	0,06	0,18	16,0	41,7	98 151	1,3	191,1	93,4
Aides-soignants	0,41	0,29	86,0	67,2	13 153	-7,1	-25,4	76,5
Ensemble des familles professionnelles	0,35	0,19	73,0	63,8	1 082 981	-0,6	-16,6	70,1

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période.
Lecture : il y a 0,52 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 4^e trimestre 2025, contre 0,64 au 4^e trimestre 2024 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 65,2 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 4^e trimestre 2025.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Au quatrième trimestre 2025, les tensions diminuent. Sur le trimestre et sur un an, ce sont pourtant ces métiers qui connaissent les plus fortes diminutions de taux de tension. Elles demeurent néanmoins élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 1,07 et 0,59 offres pour 1 demande). 82,0 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 73,0 % dans l'ensemble des métiers.

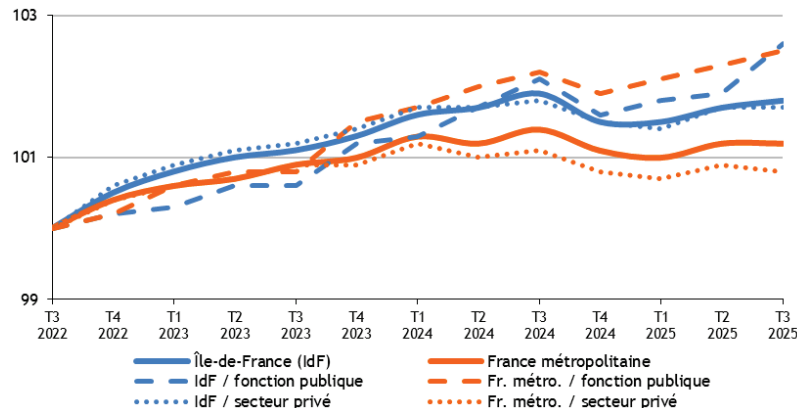
L'emploi salarié au 3^e trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, en Île-de-France, l'emploi salarié est quasi stable (+0,1 % après +0,2 %, soit +8 350 emplois par rapport au deuxième trimestre. Le secteur public accélère sa croissance (+0,7 % après +0,2 %) tandis que le secteur privé reste stable (après +0,2 %).

En France métropolitaine, l'emploi salarié est stable (-10 890 salariés). Le secteur privé est quasi stable (-0,1 %, soit -26 960 salariés) tandis que l'emploi augmente de 0,3 % dans le secteur public (soit +16 070 salariés).

À l'échelle départementale, c'est en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise que l'augmentation est la plus forte (+0,5 %) tandis que l'emploi salarié diminue dans l'Essonne (-0,2 %).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 3^e trimestre 2021)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2025	T3 2025 / T2 2025		T3 2025 / T3 2024	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 985 670	3 490	0,2	-4 550	-0,2
Seine-et-Marne	517 240	480	0,1	4 210	0,8
Yvelines	530 470	-550	-0,1	-6 120	-1,1
Essonne	498 550	-800	-0,2	-1 720	-0,3
Hauts-de-Seine	1 169 040	900	0,1	-3 910	-0,3
Seine-Saint-Denis	682 880	3 190	0,5	8 230	1,2
Val-de-Marne	553 780	-560	-0,1	750	0,1
Val-d'Oise	424 040	2 200	0,5	2 370	0,6
Île-de-France	6 361 680	8 350	0,1	-740	0,0
France métro.	26 478 840	-10 890	0,0	-54 140	-0,2

L'emploi salarié par secteur au 3^e trimestre 2025

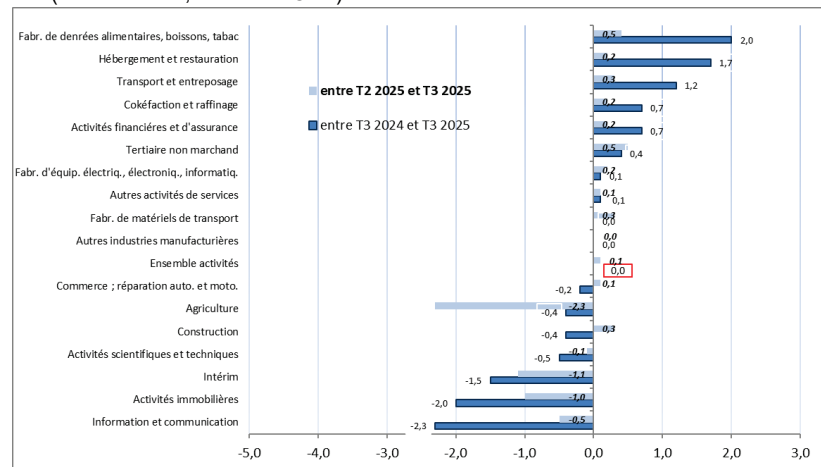
Au troisième trimestre 2025, les évolutions de l'emploi par secteur sont à nouveau contrastées. L'emploi francilien stagne (+8 350 salariés). Le secteur du tertiaire non marchand porte en grande partie l'emploi (+8 720 salariés) suivi par le secteur de la construction (+1 050 salariés après cinq trimestres consécutifs de baisse). Les secteurs de l'industrie et du commerce se maintiennent également. En revanche, l'emploi salarié diminue dans le secteur des services marchands hors intérim (-1 870 salariés) et dans celui de l'intérim (-1 210 salariés).

Sur le plus long terme, l'emploi salarié diminue significativement dans le secteur de l'intérim (-1,5 % sur l'année).

Concernant le secteur des services marchands hors intérim, les sous-secteurs de *l'information et communication* (-2 160 salariés) ainsi que celui des *activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien* (-1 620 salariés) contribuent très largement à la baisse tandis que le sous-secteur des *transports et entreposage* (+1 270 salariés) la limite légèrement.

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2025	T3 2025 / T2 2025		T3 2025 / T3 2024	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 520	-130	-2,3	-20	-0,4
Industrie	441 010	720	0,2	1 930	0,4
Construction	338 530	1 050	0,3	-1 410	-0,4
Commerce	737 150	1 080	0,1	-1 280	-0,2
Services marchands hors intérim	3 121 430	-1 870	-0,1	-5 050	-0,2
Tertiaire non marchand	1 604 920	8 720	0,5	6 780	0,4
Intérim	113 130	-1 210	-1,1	-1 680	-1,5
Secteur privé	5 161 990	130	0,0	-6 600	-0,1
Fonction Publique	1 199 690	8 220	0,7	5 860	0,5
Ensemble des secteurs	6 361 680	8 350	0,1	-740	0,0

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Mouvements de main d'œuvre

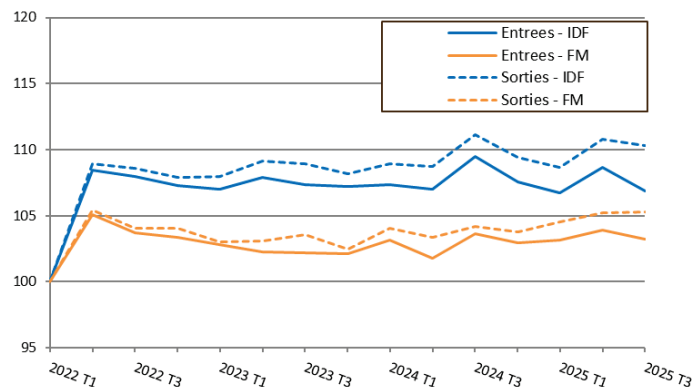
Les mouvements de main d'œuvre au 3^e trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, en Île-de-France, 2 017 000 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit une baisse de 1,6 % (-0,7 % en France métropolitaine). 2 045 000 contrats prennent fin au troisième trimestre 2025, soit une baisse de 0,4 %, après +1,9 % au trimestre précédent (+0,1 % en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties est à nouveau négatif ce trimestre, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

285 000 CDI sont signés, soit 3,2 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 309 000 CDI prennent fin (+3,7 %).

Mouvements de main d'œuvre (données CVS-CJO, base 100 au T1 2020)



Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)			
		T3 2025	T4 2024	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Entrées	Ensemble	2 017	-1,8	-0,8	1,8	-1,6
	Industrie	30	-3,8	0,3	0,2	-1,7
	Construction	39	-0,1	0,5	0,7	-1,4
	Tertiaire	1 948	-1,8	-0,8	1,8	-1,7
	CDD	1 732	-1,4	-1,1	2,4	-1,4
	CDI	285	-3,8	1,4	-1,7	-3,2
Sorties	Ensemble	2 045	-1,5	-0,7	1,9	-0,4
	Industrie	30	-0,7	0,8	-0,5	2,4
	Construction	42	0,4	-0,8	-0,2	6,7
	Tertiaire	1 972	-1,6	-0,7	2,0	-0,6
	CDD	1 736	-1,2	-1,1	2,4	-1,1
	CDI	309	-3,2	1,7	-1,1	3,7

L'activité intérimaire au 3^e trimestre 2025

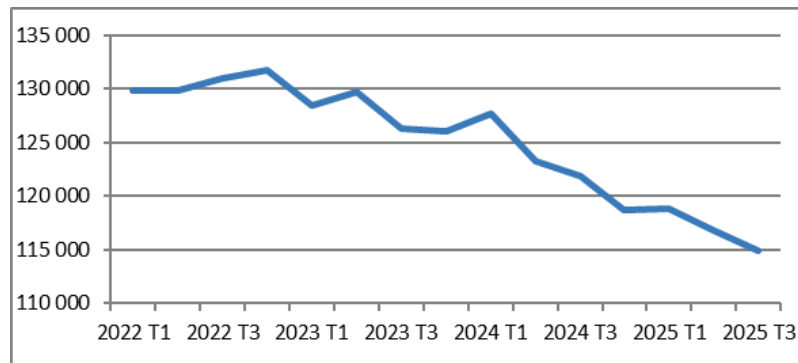
À la fin du troisième trimestre 2025, l'Île-de-France compte 115 000 intérimaires, soit une baisse de 1,7 % (-1 960 intérimaires) par rapport au trimestre précédent. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires baisse moins fortement (-0,6 %).

En Île-de-France, le nombre d'intérimaire diminue dans le secteur industriel (-1,6 %, soit -260 intérimaires), le sous-secteur *production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution* participant de moitié à cette baisse (-140 intérimaires). A l'inverse, le sous-secteur *fabrication de machines et équipements n.c.a.* permet d'atténuer une partie de cette baisse (+70 intérimaires). En France métropolitaine, l'intérim dans l'industrie augmente de 0,5 %.

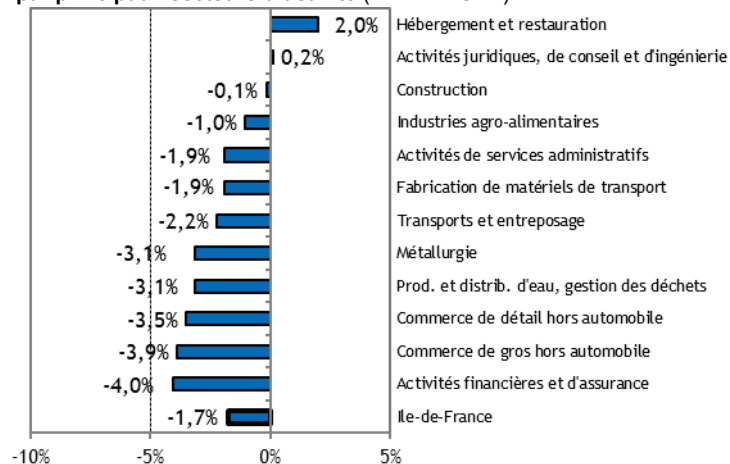
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires diminue légèrement (-0,4 %, soit -90 intérimaires). En France métropolitaine, ce nombre diminue aussi (-0,7 %, soit -950 intérimaires).

Dans le tertiaire, l'activité intérimaire se replie à nouveau en Île-de-France (-2,1 %, soit -1 600 intérimaires ; après -2,3 % au deuxième trimestre). Les sous-secteurs des *transports et entreposage* (-540 intérimaires) et du *commerce de gros hors automobile* (-300 intérimaires) contribuent pour plus de la moitié à cette baisse. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires dans le tertiaire diminue aussi (-1,3 %).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 4^e trimestre 2025

Au cours du 4^e trimestre 2025, les services des Drieets/Ddets ont notifié 745 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales* (soit + 29 % par rapport au trimestre précédent). Parmi celles-ci, 265 demandes émanant de 248 établissements franciliens ont été validées (soit 77 validations de plus qu'au trimestre précédent).

Les motifs des 265 demandes sont, pour 78 % d'entre elles, liés à des sinistres ou intempéries de caractère exceptionnel, à la conjoncture économique, ou encore à la transformation, restructuration ou modernisation des installations et des bâtiments.

Paris concentre 30 % des demandes d'autorisations d'activité partielle validées de la région, tandis que 25 % proviennent des départements de la petite couronne et 45 % de la grande couronne.

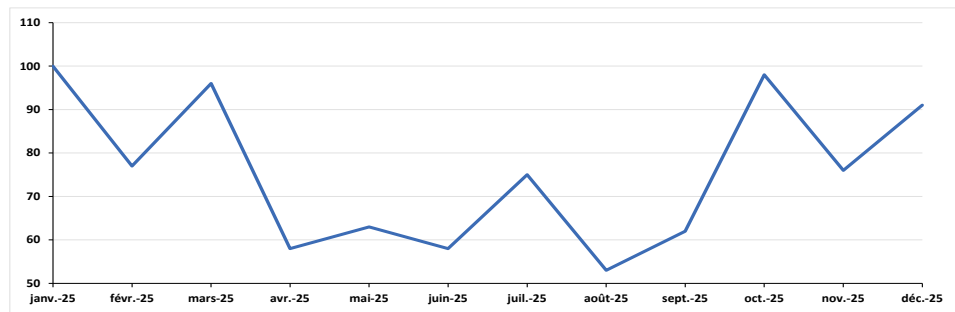
Trois secteurs concentrent à eux seuls plus de la moitié des demandes d'autorisation régionales validées au 4^e trimestre 2025 : l'hébergement et la restauration (31 %); le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (18 %), ainsi que la construction (11 %).

**Les demandes d'autorisations d'activité partielle initiales incluent les statuts suivants : refusée, validée, provisoire, retirée, refus de signer, en cours d'instruction UD et en attente d'instruction UD. Les avenants à ces demandes initiales validés sont inclus.*

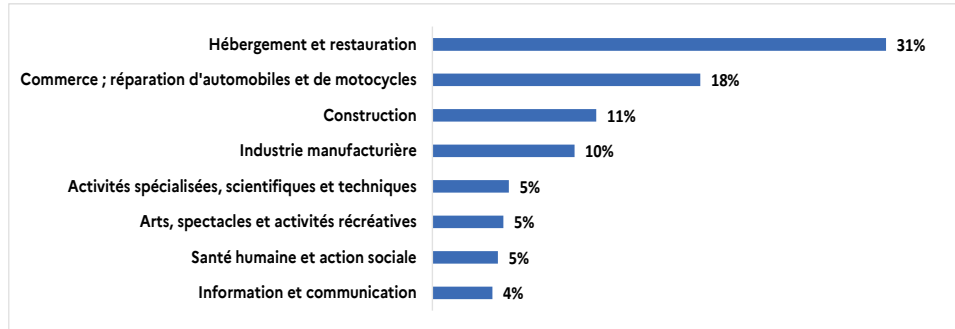
*** La source des données relatives à l'activité partielle a été modifiée par rapport aux publications précédentes. Les données proviennent désormais de la DGEFP, et ne sont donc pas comparables aux publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SIAPART/ DSN.*

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T4 2025	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	265	80	34	31	20	10	43	14	33
Octobre	98	29	16	8	8	5	16	3	13
Novembre	76	20	7	11	5	2	14	9	8
Décembre	91	31	11	12	7	3	13	2	12

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 4^e trimestre 2025



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 4^e trimestre 2025

Au *quatrième trimestre 2025*, 70 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 19 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 4 445 emplois menacés* par des PSE et 998 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire. En 2024, le nombre d'emplois menacés diminue très légèrement avec 21 400 emplois menacés.

Au *quatrième trimestre 2025*, le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motos cumule le plus d'emplois menacés (1448), en proportion de l'emploi local qu'il représente, cela représente 0,19 % des salariés du secteur. Avec 708 emplois menacés, le secteur des activités de services administratifs et de soutien a une part d'emplois menacés dans l'emploi local du secteur de 0,11 %. Si l'on ajoute les 623 emplois menacés dans le secteur des activités informatiques, qui arrive en première position en proportion de l'emploi local (0,22 %), et les 526 emplois menacés dans le secteur de l'édition et de l'audiovisuel, ces quatre secteurs représentent 61 % des emplois menacés par des PSE et des RCC.

Au *quatrième trimestre 2025*, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris (2 113) et dans les Hauts-de-Seine (1 603).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. De nature prévisionnelle et évolutive, ces données peuvent conduire à une surestimation des suppressions de postes effectivement réalisées.

Source : SI-RUPCO - Traitement : Drieets / Sese

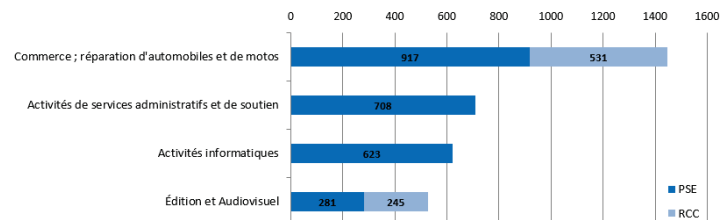
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
PSE au T4 2025	70	26	4	6	2	18	5	5	4
PSE en 2025	253	90	17	13	11	65	29	19	9
RCC au T4 2025	19	5	0	1	4	6	3	0	0
RCC en 2025	83	29	2	8	5	23	7	5	4

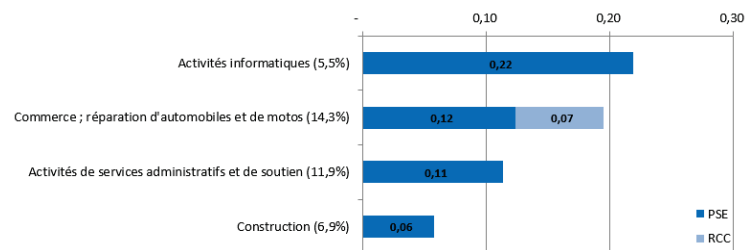
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T4 2025	4445	2027	215	169	198	1094	339	184	219
Emplois menacés par des PSE en 2025	14273	5019	1189	967	955	3605	1280	646	612
Emplois menacés par des RCC au T4 2025	998	86	0	10	351	509	42	0	0
Emplois menacés par des RCC en 2025	4641	968	5	948	435	1735	128	282	140

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T4 2025



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T4 2025



Source : RUPCO, extraction au 16/01/2026

Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Directeur de la publication :

Fabrice MASI, Directeur régional et interdépartemental de la DRIEETS d'Île-de-France.

Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

Contributeurs : Lisa CHOTARD - Raphaël DJEDJERO - Jérôme LEFRANC - Carla TAFIAL – Mattéo VERNAY

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**